



Informations financières consolidées au 30 septembre 2014

Conseil d'administration du 5 novembre 2014

Solocal Group

Société anonyme à Conseil d'administration au capital de 232 345 434 euros
Siège social : 7 avenue de la Cristallerie - 92317 Sèvres Cedex
R.C.S. Nanterre 552 028 425

SOMMAIRE

1. Rapport d'activité au 30 septembre 2014	2
1.1. Présentation générale	2
1.2. Commentaires sur les résultats au 30 septembre 2014	3
1.2.1. Analyse du chiffre d'affaires et de la marge brute opérationnelle du segment Internet	5
1.2.2. Analyse du chiffre d'affaires et de la marge brute opérationnelle du segment Annuaire imprimés	6
1.2.3. Analyse du chiffre d'affaires et de la marge brute opérationnelle du segment Autres activités	7
1.2.4. Analyse du résultat d'exploitation consolidé	8
1.2.4.1. Participation des salariés et rémunération en actions	8
1.2.4.2. Dotations aux amortissements	8
1.2.4.3. Autres produits et charges d'exploitation	8
1.2.4.4. Résultat d'exploitation	9
1.2.5. Analyse du résultat de la période	9
1.2.5.1. Résultat financier	9
1.2.5.2. Impôt sur les sociétés	10
1.2.5.3. Résultat de la période	10
1.3. Liquidités, ressources en capital et dépenses d'investissement consolidées	11
1.4. Risques et incertitudes relatifs au quatrième trimestre 2014	14
2. Comptes consolidés condensés	15
2.1 - Etat du résultat consolidé	15
2.2 - Etat du résultat global	16
2.3 - Etat de situation financière	17
2.4 - Etat de variation des capitaux propres	18
2.5 - Etat des flux de trésorerie	19
2.6 – Notes aux comptes consolidés condensés	20
Note 1 - Description de l'activité	20
Note 2 – Contexte de la publication et base de préparation des comptes consolidés condensés	20
Note 3 - Information sectorielle	22
Note 4 - Résultat financier	24
Note 5 - Impôt sur les sociétés	25
5.1 - Preuve d'impôt groupe	25
5.2 - Impôt au bilan	26
Note 6 - Instruments financiers dérivés	26
Note 7 - Trésorerie et équivalents de trésorerie, endettement financier net	28
Note 8 - Capitaux propres	31
Note 9 – Evolution du périmètre de consolidation	32
Note 10 - Information sur les parties liées	32
Note 11 – Engagements hors bilan	32
Note 12 – Litiges – évolutions significatives depuis le 31 décembre 2013	32
Note 13 - Evènements postérieurs à l'arrêté du 30 septembre 2014	33

1. RAPPORT D'ACTIVITE AU 30 SEPTEMBRE 2014

1.1. Présentation générale

Solocal Group propose des contenus digitaux, des solutions publicitaires et des services transactionnels qui favorisent la mise en relation locale entre les professionnels et les consommateurs. Au travers de ses filiales, Solocal Group exerce 3 métiers complémentaires : éditeur de contenus et services, média, et régie publicitaire. Son offre est constituée d'une gamme diversifiée de produits et de services associée à ces activités, à destination du grand public et des professionnels.

Le modèle économique du Groupe repose sur celui des medias : proposer des contenus de qualité générant de l'audience, savoir monétiser cette audience, globale ou par segments, auprès des professionnels. Les marques du Groupe bénéficient d'une très forte notoriété et de la confiance des utilisateurs. La crédibilité de nos services, construite année après année, est le socle de la puissance de nos audiences.

Le Groupe s'est réorganisé depuis le début de l'année 2014 autour de 5 verticales « marchés » (Commerce, B2B, Habitat, Services, Santé et Public) + 1 business unit regroupant les grands comptes, qui doivent lui permettre d'améliorer l'expérience clients, et de répondre au mieux à leurs attentes, notamment avec le développement et la commercialisation de services et produits adaptés.

Les activités du Groupe se décomposent en trois segments produit:

- Internet :

Il s'agit des activités exercées au travers d'Internet, dont les produits principaux sont la création et la commercialisation de contenus et d'espaces publicitaires, le référencement, la publicité ciblée et la mise à disposition d'espaces publicitaires aux annonceurs locaux et nationaux (activité souvent appelée « display »), ainsi que toute une gamme de services et produits permettant la mise à disposition et la diffusion d'information à contenu local. L'activité Internet du Groupe est principalement réalisée en France, mais aussi en Espagne (QDQ Media). Solocal Group développe ses services sur tous les supports mobiles (notamment via des applications pour iPhone, iPad et Android), répondant ainsi au besoin grandissant de disponibilité et de proximité des informations.

Dans ce segment sont regroupées les activités de « pagesjaunes.fr » et « pagespro.com », la création et commercialisation de contenus et espaces publicitaires de type « search » et « display », notamment au travers de la régie publicitaire Internet Horyzon Média, ainsi que les petites annonces en ligne « annoncesjaunes.fr » et « avendrealouer.fr ». Display, clics, création et hébergement de site, vidéo, référencement sur pagesjaunes.fr, les partenaires affiliés et les moteurs de recherche - « SEO » (référencement naturel) ou « SEM » (référencement payant)...

Ce segment inclut les services d'itinéraires, de géo-localisation et de réservations en ligne de Mappy, et les offres promotionnelles « couponing » avec 123deal, et la promotion digitale.

La recherche de personnes et de profils en ligne avec 123people (jusqu'en mars 2014), la demande de devis en ligne et la mise en relation des acteurs de l'industrie du BTP avec Sotravo, la prise de rendez-vous en ligne s'appuyant sur la technologie développée par ClicRDV, le site de contenu thématique ComprendreChoisir.com édité par Fine Media, la commande en ligne de plats cuisinés sur Chronorest.fr auprès des restaurants de proximité référencés (en 2013) et les offres de marketing direct reposant sur l'envoi de courriers électroniques (« emailing ») sont également intégrés dans ce segment.

- Annuaire imprimés :

Il s'agit de l'activité historique du Groupe, relative à l'édition, la distribution et la vente d'espaces publicitaires dans les annuaires imprimés (PagesJaunes, *l'Annuaire*).

- Autres activités :

Il s'agit d'une part d'activités spécifiques de Solocal Group : services de renseignements par téléphone et par SMS (118 008), et l'annuaire inversé QuiDonc. Ce segment inclut également certaines activités de PJMS (anciennement PagesJaunes Marketing Services) : télémarketing, datamining (traitement de bases de données), génération de fichiers, traitements de prospects et activités de marketing direct traditionnel (saisie et affranchissements).

1.2. Commentaires sur les résultats au 30 septembre 2014

Solocal Group	Périodes closes le 30 septembre		
	2014	2013	Variation 2014/2013
En millions d'euros			
Chiffre d'affaires	700,1	749,4	-6,6%
Charges externes nettes	(159,2)	(155,5)	-2,4%
Salaires et charges sociales	(276,2)	(265,2)	-4,1%
Marge brute opérationnelle	264,7	328,8	-19,5%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>37,8%</i>	<i>43,9%</i>	
Participation des salariés	(8,6)	(10,6)	18,9%
Rémunération en actions	(7,2)	(1,8)	na
Dotations aux amortissements	(35,1)	(30,0)	-17,0%
Autres produits et charges d'exploitation	(38,3)	(3,8)	na
Résultat d'exploitation	175,4	282,6	-37,9%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>25,1%</i>	<i>37,7%</i>	
Produits financiers	1,0	2,5	-60,0%
Charges financières	(77,5)	(103,5)	25,1%
Résultat financier	(76,4)	(101,0)	24,4%
Quote-part de résultat des entreprises associées	0,3	0,3	0,0%
Résultat avant impôt	99,3	181,9	-45,4%
Impôt sur les sociétés	(48,0)	(75,3)	36,3%
Résultat de la période	51,2	106,6	-52,0%
dont attribuable aux :			
- actionnaires de Solocal Group	51,2	106,6	-52,0%
- intérêts minoritaires	0,0	0,0	

Le nombre de visites de l'ensemble des sites Internet du Groupe s'élève à 1518,7 millions au 30 septembre 2014, en hausse de 11,1% par rapport au 30 septembre 2013, à périmètre comparable avec un nombre de visites sur Internet mobile en hausse de 36%. Le mobile représente 33% de l'audience Internet du Groupe. L'audience utile vers les professionnels de PagesJaunes.fr est en forte hausse de 22%, avec 828,0 millions de visites au 30 septembre 2014.

Dans un contexte économique qui reste morose, le chiffre d'affaires consolidé de Solocal Group s'élève à 700,1 millions d'euros au 30 septembre 2014, en baisse de 6,6% par rapport au 30 septembre 2013 en données publiées. Le chiffre d'affaires internet représente 67% du chiffre d'affaires du Groupe au 30 septembre 2014 contre 63% au 30 septembre 2013. Le chiffre d'affaires des annuaires imprimés est en baisse de 16,5% par rapport au 30 septembre 2013. Les revenus Internet sont en baisse de 0,7% au 30 septembre 2014 dans un contexte de profonde transformation commerciale et de mise en place de nouveaux contrats vendeurs, ayant entraîné le départ de près de 300 commerciaux soit environ 20% des effectifs concernés. A fin septembre 2014, le déploiement de la nouvelle organisation commerciale par verticale est finalisé.

La marge brute opérationnelle normalisée du Groupe s'élève à 280,7 millions d'euros au 30 septembre 2014, en baisse de 14,6% par rapport au 30 septembre 2013 (sur la notion de MBO normalisée, cf. infra, « Changement des contrats de travail de la force de vente »). La marge brute opérationnelle publiée du Groupe s'élève à 264,7 millions d'euros au 30 septembre 2014, en baisse de 19,5% par rapport au 30 septembre 2013. La réduction de 27% des coûts de fabrication des annuaires imprimés et la maîtrise des frais de personnel ont partiellement compensé les investissements pour soutenir la transformation digitale et la baisse du chiffre d'affaires qui ont pesé sur la rentabilité à fin septembre. Le taux de marge brute opérationnelle normalisée s'est élevé à 40,1% au 30 septembre 2014 contre 43,9% au 30 septembre 2013. Le taux de marge brute opérationnelle publiée est de 37,8% au 30 septembre 2014.

Le résultat d'exploitation du Groupe est en baisse de 37,9% par rapport au 30 septembre 2013 à 175,4 millions d'euros. Cette baisse de 107,2 millions d'euros résulte pour 69,2 millions d'euros de la baisse de la marge brute opérationnelle et de l'augmentation des dotations aux amortissements, et pour 54,2 millions d'euros principalement d'éléments exceptionnels dont un complément de provision sur les coûts de restructuration de PagesJaunes de 13,4 millions d'euros ainsi qu'une provision de 10,4 millions d'euros au titre des frais de remise en état des locaux et des doubles loyers éventuels à venir. Hors éléments exceptionnels, le résultat d'exploitation s'inscrit en baisse de 24,0%.

Le résultat financier du Groupe représente une charge nette de 76,4 millions d'euros qui a baissé de 24,4% entre le 30 septembre 2013 et le 30 septembre 2014, principalement sous l'effet d'une baisse du coût de la dette. Le taux d'intérêt moyen de la dette a baissé de 126 points de base en passant de 6,88% au 30 septembre 2013 à 5,62% au 30 septembre 2014, baisse due à un effet favorable des instruments de couverture et une baisse de la marge à 3,25% (sur l'emprunt bancaire) pendant une partie de l'année 2014.

Le taux d'impôt effectif ressort à 48,6% au 30 septembre 2014, en hausse de 7,1 points par rapport au 30 septembre 2013 sous l'effet conjugué de la hausse du taux d'IS en décembre 2013 (passage de 36,1% à 38,0% instauré par la Loi de Finances fin 2013), de la moindre déductibilité des intérêts financiers et d'une part plus importante de la CVAE (effet mécanique lié à la baisse du résultat avant impôt).

Le résultat de la période s'élève à 51,2 millions d'euros, en baisse de 52,0% par rapport au 30 septembre 2013. Hors éléments exceptionnels, le résultat de la période s'inscrit en baisse de 29%.

Changement des contrats de travail de la force de vente

L'année 2014 est marquée par l'extension, à la quasi intégralité de la force de vente, du statut de « spécialiste », entraînant une modification du contrat de travail avec notamment le passage d'un statut VRP à un statut cadre. Cette modification s'accompagne de l'instauration d'une rémunération fixe et du remboursement des frais, avec pour conséquence directe une diminution de la part variable des rémunérations des commerciaux. Pour mémoire, ce statut avait déjà été partiellement mis en place en 2012 sur une population d'environ 230 vendeurs.

Il est rappelé que, selon les règles IFRS, seules les rémunérations variables ayant un caractère incrémental font l'objet d'une activation en « coût d'acquisition des contrats » pour être reconnues

en charge en même temps que le chiffre d'affaires à savoir, en une fois au moment de la parution pour les annuaires imprimés et, pour les produits digitaux, de manière étalée à partir de la mise en ligne et sur la durée de parution.

Les comptes 2014, à partir du 2^{ème} trimestre, supportent de fait un double effet comptable : la reconnaissance en charge du coût commercial relatif au chiffre d'affaires prospecté en 2013 (activé et inscrit au bilan au 31 décembre 2013) ainsi que les rémunérations fixes payées en 2014 pour le chiffre d'affaires prospecté en 2014.

Les commerciaux ne percevant pas une double rémunération en 2014, il s'agit d'un double effet comptable sans impact sur la trésorerie.

La MBO normalisée a vocation à neutraliser ce double effet lié à l'accélération de la reconnaissance des coûts commerciaux (diminution de la part variable dans la rémunération totale) afin de permettre d'obtenir un agrégat pertinent et comparable, de sorte qu'il traduise la réalité économique de l'activité. L'impact chiffré correspond à une estimation établie sur la base d'hypothèses prévisionnelles.

Les développements qui suivent présentent le chiffre d'affaires et la marge brute opérationnelle, pour chacun des trois segments du Groupe : Internet, Annuaires imprimés et Autres activités.

Solocal Group	Périodes closes le 30 septembre		
	2014	2013	Variation 2014/2013
En millions d'euros			
Internet	467,7	471,0	-0,7%
Annuaires imprimés	218,9	262,2	-16,5%
Autres activités	13,4	16,2	-17,3%
Chiffre d'affaires	700,1	749,4	-6,6%
<i>Chiffre d'affaires Internet en % du chiffre d'affaires</i>	<i>66,8%</i>	<i>62,9%</i>	
Internet	169,0	202,5	-16,5%
Annuaires imprimés	92,6	121,4	-23,7%
Autres activités	3,1	4,9	-36,7%
Marge brute opérationnelle	264,7	328,8	-19,5%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>37,8%</i>	<i>43,9%</i>	

1.2.1. Analyse du chiffre d'affaires et de la marge brute opérationnelle du segment Internet

Le tableau suivant présente l'évolution du chiffre d'affaires et de la marge brute opérationnelle du segment Internet au 30 septembre 2013 et au 30 septembre 2014 :

Internet	Périodes closes le 30 septembre		
	2014	2013	Variation 2014/2013
En millions d'euros			
Chiffre d'affaires	467,7	471,0	-0,7%
Marge brute opérationnelle	169,0	202,5	-16,5%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>36,1%</i>	<i>43,0%</i>	

Le chiffre d'affaires du segment Internet est en baisse de 0,7% au 30 septembre 2014 à 467,7 millions d'euros. Les revenus Internet ont été impactés par la réorganisation commerciale et le ralentissement de la croissance du Search.

La marge brute opérationnelle du segment Internet s'élève à 169,0 millions d'euros au 30 septembre 2014 (180,0 millions d'euros en normalisé), en baisse de 16,5% par rapport au 30 septembre 2013 (en baisse de 11,1% en normalisé). La marge brute opérationnelle du segment Internet est affectée par la réorganisation commerciale, les investissements dans le pilotage de la transformation digitale et les campagnes de publicité visant à promouvoir les produits Sites et la marque A Vendre A Louer. Il en résulte également une baisse de 6,9 points du taux de marge brute opérationnelle qui passe de 43,0% au 30 septembre 2013 à 36,1% au 30 septembre 2014. Le taux de marge brute opérationnelle normalisé est en baisse de 4,5 points, passant de 43,0% au 30 septembre 2013 à 38,5% au 30 septembre 2014.

1.2.2. Analyse du chiffre d'affaires et de la marge brute opérationnelle du segment Annuaire imprimés

Le tableau suivant présente l'évolution du chiffre d'affaires et de la marge brute opérationnelle du segment Annuaire imprimés au 30 septembre 2013 et au 30 septembre 2014 :

Annuaire imprimés	Périodes closes le 30 septembre		
	2014	2013	Variation 2014/2013
En millions d'euros			
Chiffre d'affaires	218,9	262,2	-16,5%
Marge brute opérationnelle	92,6	121,4	-23,7%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>42,3%</i>	<i>46,3%</i>	

Le chiffre d'affaires du segment Annuaire imprimés est en baisse de 16,5% au 30 septembre 2014 à 218,9 millions d'euros. La décroissance des annuaires imprimés reste maîtrisée. Les Pages Blanches du département du Nord ont été arrêtées au troisième trimestre 2014.

La marge brute opérationnelle du segment Annuaire imprimés s'élève à 92,6 millions d'euros au 30 septembre 2014 (97,6 millions d'euros en normalisé), en baisse de 23,7% par rapport au 30 septembre 2013 (en baisse de 19,6% en normalisé). Le taux de marge brute opérationnelle est en baisse de 4,0 points, à 42,3% au 30 septembre 2014 (en baisse modérée de 1,7 point, à 44,6% en normalisé). L'érosion limitée du taux de marge reflète la poursuite d'efforts soutenus pour diminuer les coûts de fabrication, impression et distribution des Annuaire imprimés, qui s'inscrivent en baisse marquée de 27% à fin septembre.

1.2.3. Analyse du chiffre d'affaires et de la marge brute opérationnelle du segment Autres activités

Le tableau suivant présente l'évolution du chiffre d'affaires et de la marge brute opérationnelle du segment Autres activités au 30 septembre 2013 et au 30 septembre 2014 :

Autres activités	Périodes closes le 30 septembre		
	2014	2013	Variation 2014/2013
En millions d'euros			
Chiffre d'affaires	13,4	16,2	-17,3%
Marge brute opérationnelle	3,1	4,9	-36,7%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>23,1%</i>	<i>30,2%</i>	

Le chiffre d'affaires du segment Autres activités est en baisse de 17,3% au 30 septembre 2014 à 13,4 millions d'euros. Cette évolution s'explique principalement par la forte baisse des revenus liés aux services de renseignements téléphoniques, aussi bien des revenus publicitaires issus des annonceurs que des revenus des appels issus des utilisateurs de ce service.

La marge brute opérationnelle du segment Autres activités s'élève à 3,1 millions d'euros au 30 septembre 2014, en baisse de 36,7% par rapport au 30 septembre 2013. Le taux de marge brute opérationnelle passe de 30,2% au 30 septembre 2013 à 23,1% au 30 septembre 2014. La baisse du taux de marge résulte de la baisse du chiffre d'affaires. Les dépenses publicitaires visant à promouvoir les services de renseignement téléphonique (118 008) ayant été arrêtées en 2012, l'effort d'optimisation de la marge repose désormais essentiellement sur la maîtrise des coûts de production et la poursuite des initiatives visant à économiser les coûts de traitement des appels.

1.2.4. Analyse du résultat d'exploitation consolidé

Le tableau suivant présente le résultat d'exploitation consolidé du Groupe au 30 septembre 2013 et au 30 septembre 2014 :

Solocal Group	Périodes closes le 30 septembre		
	2014	2013	Variation 2014/2013
En millions d'euros			
Marge brute opérationnelle	264,7	328,8	-19,5%
Participation des salariés	(8,6)	(10,6)	18,9%
Rémunération en actions	(7,2)	(1,8)	na
Dotations aux amortissements	(35,1)	(30,0)	-17,0%
Autres produits et charges d'exploitation	(38,3)	(3,8)	na
Résultat d'exploitation	175,4	282,6	-37,9%
<i>En % du chiffre d'affaires</i>	<i>25,1%</i>	<i>37,7%</i>	

1.2.4.1. Participation des salariés et rémunération en actions

La participation des salariés du Groupe s'élève à 8,6 millions d'euros au 30 septembre 2014, en baisse de 18,9% par rapport au 30 septembre 2013.

La charge de rémunération en actions du Groupe s'élève à 7,2 millions d'euros au 30 septembre 2014 contre 1,8 million d'euros au 30 septembre 2013. Cette charge résulte des plans de stock options et des attributions gratuites d'actions. Cette hausse s'explique notamment par l'attribution en juin 2014 de 45,2 millions d'actions de performance.

1.2.4.2. Dotations aux amortissements

Les dotations aux amortissements du Groupe s'élèvent à 35,1 millions d'euros au 30 septembre 2014 contre 30,0 millions d'euros au 30 septembre 2013, soit une hausse de 17,0%. Cette hausse reflète la poursuite des investissements réalisés par le Groupe pour soutenir sa transformation numérique, avec en particulier la refonte des outils de vente, l'enrichissement des contenus et fonctionnalités des sites Internet fixe et mobile du Groupe.

1.2.4.3. Autres produits et charges d'exploitation

Les Autres produits et charges d'exploitation incluent notamment le résultat des opérations de cession des actifs non financiers, les pertes de valeur sur écarts d'acquisition et sur immobilisations, les variations de juste valeur des compléments de prix accordés dans le cadre d'acquisitions de titres, les frais d'acquisition des titres de participation, les coûts de restructurations, ainsi qu'une provision au titre des frais de remise en état des locaux et des doubles loyers éventuels à venir.

Les pertes de valeur sur écarts d'acquisition se sont élevées à 3,6 millions d'euros au 30 septembre 2014.

Les couts de restructurations nets engendrés par la réorganisation commerciale et marketing de PagesJaunes se sont élevés à 23,5 millions d'euros au 30 septembre 2014.

Dans le cadre du regroupement des entités parisiennes sur un seul site prévu en 2016, une provision au titre des frais de remise en état des locaux et des doubles loyers éventuels à venir a été constituée au 30 septembre 2014 pour un montant de 10,4 millions d'euros. Cette provision n'a pas d'impact sur la trésorerie du Groupe en 2014.

1.2.4.4. Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation du Groupe au 30 septembre 2014 ressort à 175,4 millions d'euros, en baisse de 37,9% par rapport au 30 septembre 2013. La baisse du résultat d'exploitation de 107,2 millions d'euros résulte pour 69,2 millions d'euros de la baisse de la marge brute opérationnelle et de l'augmentation des dotations aux amortissements, et pour 54,2 millions d'euros principalement d'éléments exceptionnels. Hors éléments exceptionnels, le résultat d'exploitation s'inscrit en baisse de 24,0%. Le taux de marge d'exploitation du Groupe passe de 37,7% au 30 septembre 2013 à 25,1% au 30 septembre 2014.

1.2.5. Analyse du résultat de la période

Le tableau suivant présente le résultat de la période du Groupe au 30 septembre 2013 et au 30 septembre 2014 :

Solocal Group	Périodes closes le 30 septembre		
	2014	2013	Variation 2014/2013
En millions d'euros			
Résultat d'exploitation	175,4	282,6	-37,9%
Produits financiers	1,0	2,5	-60,0%
Charges financières	(77,5)	(103,5)	25,1%
Résultat financier	(76,4)	(101,0)	24,4%
Quote-part de résultat des entreprises associées	0,3	0,3	0,0%
Résultat courant avant impôt	99,3	181,9	-45,4%
Impôt sur les sociétés	(48,0)	(75,3)	36,3%
Résultat de la période	51,2	106,6	-52,0%
dont attribuable aux :			
- actionnaires de Solocal Group	51,2	106,6	-52,0%
- intérêts minoritaires	0,0	0,0	

1.2.5.1. Résultat financier

Le résultat financier du Groupe représente une charge nette de 76,4 millions d'euros au 30 septembre 2014 contre de 101,0 millions d'euros au 30 septembre 2013. Le résultat financier est essentiellement composé de la charge d'intérêts relative à l'emprunt bancaire, d'un montant de 813,8 millions d'euros au 30 septembre 2014 (1 347,0 millions d'euros au 30 septembre 2013), et à l'emprunt obligataire d'un montant de 350,0 millions d'euros. Au 30 septembre 2014, la ligne de crédit revolving n'était pas tirée.

Au 30 septembre 2014, la dette bancaire est couverte par des swaps forward et un collar à hauteur 98%.

La charge d'intérêts totale s'élève à 65,0 millions d'euros au 30 septembre 2014 contre 91,9 millions d'euros au 30 septembre 2013. Le taux d'intérêt moyen de la dette est passé de 6,88% au 30 septembre 2013 à 5,62% au 30 septembre 2014, soit une diminution de 126 points de base due à un effet favorable des instruments de couverture et une baisse de la marge à 3,25% (sur l'emprunt bancaire) pendant une partie de l'année 2014.

Le résultat financier comprend également l'amortissement des frais d'émission d'emprunts pour un montant de 11,3 millions d'euros au 30 septembre 2014 contre 9,1 millions d'euros au 30 septembre 2013. Le refinancement de la dette en juin 2014 a engendré l'extinction d'une partie de la dette bancaire et a conduit à la constatation d'un amortissement accéléré d'une partie des frais

liés à l'émission de ce financement pour un montant de 3,8 millions d'euros.

Les produits de placement ont représenté 0,4 million d'euros au 30 septembre 2014 contre 1,0 million d'euros au 30 septembre 2013. La variation de la juste valeur des instruments de couverture (part constatée au compte de résultat) a représenté un produit de 0,6 million d'euros au 30 septembre 2014 contre 1,5 million d'euros au 30 septembre 2013.

1.2.5.2. Impôt sur les sociétés

Au 30 septembre 2014, le Groupe a constaté une charge d'impôt sur les sociétés de 48,0 millions d'euros, en baisse de 36,3% par rapport au 30 septembre 2013. Le taux d'imposition effectif est de 48,6% au 30 septembre 2014 contre 41,4% au 30 septembre 2013. Cette hausse du taux d'impôt effectif s'explique par la hausse de 1,9 point du taux d'IS (passage de 36,1% à 38,0% instauré par la Loi de Finances fin 2013), un impact plus défavorable en 2014 qu'en 2013 de la déductibilité partielle des intérêts financiers qui passe de 85% en 2013 à 75% en 2014, et une part plus importante de la CVAE (effet mécanique lié à la baisse du résultat avant impôt).

1.2.5.3. Résultat de la période

Le résultat de la période du Groupe s'élève à 51,2 millions d'euros au 30 septembre 2014 contre 106,6 millions d'euros au 30 septembre 2013, soit une baisse de 52,0% entre les deux périodes. Hors éléments exceptionnels, le résultat de la période s'inscrit en baisse de 29,0%.

1.3. Liquidités, ressources en capital et dépenses d'investissement consolidées

Le tableau suivant présente l'évolution de la trésorerie du Groupe au 30 septembre 2014, au 31 décembre 2013, et au 30 septembre 2013 :

Solocal Group	Période close le 30 septembre 2014	Exercice clos le 31 décembre 2013	Période close le 30 septembre 2013
En millions d'euros			
Intérêts courus non échus	0,0	0,0	0,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie	24,6	75,5	112,0
Trésorerie brute	24,7	75,6	112,0
Découverts bancaires	(1,5)	(2,5)	(7,3)
Trésorerie nette	23,2	73,1	104,7
Emprunt bancaire	813,9	1 297,5	1 347,1
Emprunt obligataire	350,0	350,0	350,0
Ligne de crédit revolving	-	-	-
Frais d'émission d'emprunts	(27,5)	(25,4)	(28,5)
Dettes de crédit-bail	0,9	0,0	0,1
Juste valeur des instruments de couverture	12,9	20,2	27,5
Intérêts courus non échus	14,8	6,3	14,9
Compléments de prix	1,4	3,3	4,9
Autres dettes financières	2,3	0,8	1,6
Endettement financier brut	1 168,8	1 652,7	1 717,6
Endettement net	1 145,6	1 579,6	1 612,9
Endettement net, hors juste valeur des instruments de couverture de taux et hors frais d'émission d'emprunts	1 160,2	1 584,8	1 613,9

La dette nette du Groupe est en baisse de 467,3 millions d'euros par rapport au 30 septembre 2013 et en baisse de 434,0 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2013. Elle s'élève à 1 145,6 millions d'euros au 30 septembre 2014 contre 1 579,6 millions d'euros au 31 décembre 2013 et 1 612,9 millions d'euros au 30 septembre 2013.

Au 30 septembre 2014, elle est principalement composée :

- d'un emprunt bancaire tranche A7, d'un montant total de 813,8 millions d'euros, la maturité finale est mars 2018 (ou mars 2020 sur option). Le contrat de cet emprunt a été amendé au cours du 1^{er} semestre 2014 (cf. détails en note 7 des comptes consolidés).
- de la juste valeur des instruments de couverture qui représente une dette de 12,9 millions d'euros au 30 septembre 2014. Au 30 septembre 2014, la dette bancaire est couverte par des swaps forward à hauteur de 98%.
- d'une ligne de crédit revolving d'un montant total de 62,6 millions d'euros. Au 30 septembre 2014, elle n'était pas tirée.
- d'un emprunt obligataire, d'un montant total de 350,0 millions d'euros, à taux fixe 8,875%, remboursable mi-2018.
- d'une trésorerie nette de 23,2 millions d'euros.

Au 30 septembre 2014, la ligne de crédit revolving n'est pas tirée, le montant disponible est de 62,6 millions d'euros. En incluant la trésorerie au 30 septembre 2014, les liquidités disponibles s'élèvent ainsi à 85,8 millions d'euros.

Hors juste valeur des instruments de couverture de taux, qui constitue un passif de 12,9 millions d'euros au 30 septembre 2014 contre un passif de 27,5 millions d'euros au 30 septembre 2013, et hors frais d'émission d'emprunts, soit 27,5 millions d'euros au 30 septembre 2014 contre 28,5 millions d'euros au 30 septembre 2013, la dette nette s'élève à 1 160,2 millions d'euros au 30 septembre 2014 contre 1 613,9 millions d'euros au 30 septembre 2013.

Le tableau suivant présente les flux de trésorerie du Groupe consolidé au 30 septembre 2013 et au 30 septembre 2014 :

Solocal Group	Périodes closes le 30 septembre		
	2014	2013	Variation 2014/2013
En millions d'euros			
Flux nets de trésorerie générés par l'activité	87,3	151,4	(64,1)
Flux nets de trésorerie affectés aux opérations d'investissement	(65,5)	(39,0)	(26,6)
Flux nets de trésorerie affectés aux opérations de financement	(71,6)	(99,6)	28,0
Incidence des variations des taux de change sur les disponibilités	0,0	(0,0)	0,0
Variation nette de trésorerie et équivalents de trésorerie	(49,9)	12,8	(62,7)
Trésorerie nette et équivalents de trésorerie à l'ouverture	73,1	91,9	(18,8)
Trésorerie nette et équivalents de trésorerie fin de période	23,2	104,7	(81,5)

La trésorerie et équivalents de trésorerie du Groupe s'élèvent à 23,2 millions d'euros au 30 septembre 2014 contre 104,7 millions d'euros au 30 septembre 2013.

Les flux nets de trésorerie générés par l'activité s'élèvent à 87,3 millions d'euros au 30 septembre 2014 contre 151,4 millions d'euros au 30 septembre 2013, soit une baisse de 64,1 millions d'euros avec principalement :

- une marge brute opérationnelle de 264,6 millions d'euros au 30 septembre 2014, en baisse de 64,2 millions d'euros par rapport au 30 septembre 2013,
- une augmentation du besoin en fonds de roulement de 36,6 millions d'euros au 30 septembre 2014 contre une augmentation de 4,5 millions d'euros au 30 septembre 2013, soit une variation de 32,1 millions d'euros entre les deux périodes,
- un décaissement net de 16,2 millions d'euros au titre des frais de restructuration au 30 septembre 2014,
- un décaissement net de 56,7 millions d'euros au titre des intérêts financiers au 30 septembre 2014 contre 94,3 millions d'euros au 30 septembre 2013 qui incluait le paiement de 10 millions d'euros d'intérêts dus au titre de 2012,
- un décaissement de 60,0 millions d'euros au titre de l'impôt sur les sociétés au 30 septembre 2014 contre 71,4 millions d'euros au 30 septembre 2013.

Les flux nets de trésorerie affectés aux opérations d'investissement représentent un décaissement de 65,5 millions d'euros au 30 septembre 2014, en hausse de 26,6 millions d'euros par rapport au

décaissement de 39,0 millions d'euros constaté au 30 septembre 2013, avec principalement :

- 51,0 millions d'euros au titre des acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles au 30 septembre 2014 contre 35,6 millions d'euros au 30 septembre 2013, reflétant la poursuite des investissements réalisés par le Groupe pour soutenir sa transformation numérique, avec en particulier la refonte des outils de vente, l'enrichissement des contenus et fonctionnalités des sites Internet fixe et mobile du Groupe,
- 8,2 millions d'euros au titre d'acquisition de titres de participation et de compléments de prix nets de la trésorerie acquise au 30 septembre 2014 (prise de contrôle à 100% de LeadFormance, Retail Explorer) contre 1,6 million d'euros au 30 septembre 2013 (Wozaik),
- 6,0 millions d'euros au titre de cash collateral versés en garantie de deux contrats de bail commercial en l'état futur d'achèvement souscrits en mai 2014 (cf. note 11 des comptes consolidés condensés).

Les flux nets de trésorerie affectés aux opérations de financement s'élèvent à 71,6 millions d'euros au 30 septembre 2014 contre 99,6 millions d'euros au 30 septembre 2013 soit une baisse de 28,0 millions d'euros avec principalement :

- une diminution de 83,6 millions d'euros liée aux remboursements contractuels de l'emprunt bancaire dont 41,7 millions d'euros au titre de la clause d'excess cash flow, contre une diminution de 21,1 millions au 30 septembre 2013,
- l'absence de tirage de la ligne de crédit revolving au 30 septembre 2014, contre une diminution de 75,8 millions d'euros correspondant au remboursement du solde des lignes de crédit revolving au 30 septembre 2013,
- un décaissement de 11,8 millions d'euros au titre des frais liés au refinancement, contre un décaissement de 3,2 millions d'euros au 30 septembre 2013,
- une diminution de 400,0 millions d'euros liée au remboursement d'une partie de l'emprunt bancaire suite à sa renégociation (cf. détails en note 7 des comptes consolidés condensés), les frais décaissés se sont élevés à 17,7 millions d'euros au 30 septembre 2014,
- une augmentation de capital nette des frais de souscription de 422,7 millions d'euros (cf. détails en note 8 des comptes consolidés condensés).

1.4. Risques et incertitudes relatifs au quatrième trimestre 2014

Les principaux risques et incertitudes identifiés par le Groupe concernent :

- Les activités opérationnelles et la stratégie du groupe : la diminution de l'usage des annuaires imprimés combinée à une concurrence croissante sur le marché de la publicité en ligne, une dégradation des conditions économiques, l'incertitude sur le modèle économique de la publicité en ligne ou encore l'appauvrissement du contenu de ses services sont autant de facteurs de risques qui pourraient avoir un impact négatif significatif sur les activités, la situation financière ou les résultats du Groupe.
- Les aspects financiers : compte tenu de sa structure financière, le Groupe est exposé au risque de taux d'intérêt, au risque de liquidité et au risque de crédit.
- Les aspects juridiques : la survenance de procédures d'arbitrages ou de procès importants, l'incertitude ou le durcissement des réglementations applicables, en particulier l'application de restrictions au droit du Groupe de collecter des données personnelles, pourraient avoir un effet significativement défavorable sur l'activité du Groupe, ses résultats, sa situation financière ou sa capacité à réaliser ses objectifs.

2. Comptes consolidés condensés

2.1 - Etat du résultat consolidé

(Montants en milliers d'euros, excepté les données relatives aux actions)	Notes	Période close le 30 septembre 2014	Période close le 30 septembre 2013	3ème trimestre 2014	3ème trimestre 2013
Chiffre d'affaires		700 062	749 402	229 286	249 069
Charges externes nettes		(159 247)	(155 467)	(52 740)	(52 595)
Frais de personnel : - Salaires et charges		(276 162)	(265 152)	(94 116)	(83 182)
Marge Brute Opérationnelle		264 652	328 783	82 430	113 292
- Participation des salariés		(8 587)	(10 570)	(2 575)	(3 549)
- Rémunération en actions		(7 249)	(1 770)	(1 226)	(481)
Dotations aux amortissements		(35 103)	(30 016)	(11 918)	(9 985)
Autres produits et charges d'exploitation		(38 340)	(3 848)	(24 289)	(1 622)
Résultat d'exploitation		175 373	282 579	42 422	97 655
Produits financiers		1 044	2 522	460	352
Charges financières		(77 474)	(103 484)	(19 090)	(34 505)
Résultat financier	4	(76 430)	(100 962)	(18 630)	(34 153)
Quote-part de résultat des entreprises associées		333	286	524	399
Impôt sur les sociétés	5	(48 046)	(75 258)	(13 939)	(27 867)
Résultat de la période		51 230	106 645	10 377	36 034
Résultat de la période attribuable aux :					
- Actionnaires de Solocal Group		51 223	106 592	10 368	35 985
- Participation ne donnant pas le contrôle		7	53	9	49
Résultat de la période par action attribuable aux actionnaires de Solocal Group (en euros)					
Résultat de la période par action de l'ensemble consolidé					
- de base	10	0,12	0,38		
- dilué		0,11	0,37		

2.2 - Etat du résultat global

(Montants en milliers d'euros)

	Période close le 30 septembre 2014	Période close le 30 septembre 2013	3ème trimestre 2014	3ème trimestre 2013
Report résultat de la période	51 230	106 645	10 377	36 034
Partie efficace des produits ou pertes sur intruments de couverture :				
- Montant brut	6 689	25 564	3 012	6 968
- Impôt différé	(2 542)	(9 257)	(1 145)	(2 516)
- Montant net d'impôt	4 147	16 307	1 867	4 452
Réserves écarts actuariels IFC :				
- Montant brut	6 426	-	-	576
- Impôt différé	(2 212)	-	-	(208)
- Montant net d'impôt	4 214	-	-	368
Ecarts de conversion des activités à l'étranger	8	1	6	0
Total autres éléments du résultat global net d'impôt	8 369	16 308	1 873	4 820
Résultat global total net d'impôt	59 599	122 953	12 250	40 855
Résultat global total attribuable aux :				
- Actionnaires de Solocal Group	59 592	122 900	12 241	40 806
- Participation ne donnant pas le contrôle	7	53	9	49

2.3 - Etat de situation financière

<i>(Montants en milliers d'euros)</i>	Notes	Période close le 30 septembre 2014	Période close le 31 décembre 2013	Période close le 30 septembre 2013
Actif				
Ecart d'acquisition nets	11	82 463	78 697	83 897
Autres immobilisations incorporelles nettes	12	102 452	80 773	76 690
Immobilisations corporelles nettes	13	25 061	23 569	23 646
Participations dans les entreprises associées	5	2 611	6 024	6 512
Actifs disponibles à la vente	14	408	515	515
Autres actifs financiers non courants	15	4 615	4 944	1 394
Impôts différés actifs	5	21 259	20 257	22 688
Total des actifs non courants		238 868	214 779	215 341
Stocks nets	17	317	915	1 732
Créances clients nettes	18	299 479	405 843	290 882
Coût d'acquisition de contrats	19	51 662	63 250	64 874
Autres actifs courants	20	37 277	24 727	33 809
Créances d'impôt sur les sociétés	9	13 008	777	3 741
Charges constatées d'avance		7 288	5 905	11 922
Autres actifs financiers courants		10 187	8 264	7 933
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7	24 691	75 569	111 997
Total des actifs courants		443 909	585 250	526 890
Total actif		682 777	800 029	742 232
Passif				
Capital social		232 345	56 197	56 197
Prime d'émission		362 899	98 676	98 676
Réserves		(1 994 400)	(2 100 026)	(2 099 398)
Résultat de la période attribuable aux actionnaires de Solocal Group		51 223	114 772	106 592
Autres éléments du résultat global		(18 030)	(26 391)	(34 154)
Actions propres		(9 130)	(10 004)	(10 258)
Capitaux propres attribuables aux actionnaires de Solocal Group	22	(1 375 093)	(1 866 777)	(1 882 345)
Participation ne donnant pas le contrôle		67	60	58
Total capitaux propres		(1 375 026)	(1 866 717)	(1 882 287)
Dettes financières et dérivés non courants	7	1 138 437	1 516 223	1 579 163
Avantages du personnel - non courants	24	79 822	85 051	90 778
Provisions - non courantes	24	18 104	16 259	6 902
Impôts différés passifs	5	-	-	665
Total des passifs non courants		1 236 363	1 617 533	1 677 508
Découverts bancaires et autres emprunts courants	7	16 965	132 652	130 872
Intérêts courus non échus	7	14 841	6 269	14 861
Provisions - courantes	24	30 038	11 698	112
Dettes fournisseurs	23	83 669	84 484	73 327
Avantages du personnel - courants	24	108 289	119 207	112 809
Autres passifs courants	24	77 111	94 608	74 376
Dettes d'impôt sur les sociétés	9	284	2 840	10 975
Produits constatés d'avance	27	490 244	597 455	529 679
Total des passifs courants		821 440	1 049 213	947 011
Total passif		682 777	800 029	742 232

2.4 - Etat de variation des capitaux propres

(Montants en milliers d'euros)

	Nombre de titres en circulation	Capital social	Prime d'émission	Actions propres	Résultat et réserves	Opérations de couverture et écarts actuariels	Réserve de conversion	Capitaux propres part du Groupe	Participation ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
Solde au 31 décembre 2012	277 656 043	56 197	98 676	(10 010)	(2 101 169)	(50 461)	-	(2 006 767)	5	(2 006 762)
Résultat global total de la période					106 592			106 592	53	106 645
Autres éléments du résultat global, net de taxe						16 307	1	16 308		16 308
Résultat global total de la période, net de taxe					106 592	16 307	1	122 900	53	122 953
Rémunération en actions					1 770			1 770	-	1 770
Actions de l'entreprise consolidante, nettes de l'effet d'impôt	(160 840)			(248)				(248)	-	(248)
Solde au 30 septembre 2013	277 495 203	56 197	98 676	(10 258)	(1 992 807)	(34 154)	1	(1 882 345)	58	(1 882 287)
Résultat global total de la période					8 180			8 180	2	8 182
Autres éléments du résultat global, net de taxe						7 430	(1)	7 429		7 429
Résultat global total de la période, net de taxe					8 180	7 430	(1)	15 609	2	15 611
Rémunération en actions					(295)			(295)	-	(295)
Actions de l'entreprise consolidante, nettes de l'effet d'impôt	(492 944)			254				254	-	254
Reclassement réserves (écarts actuariels)					(333)	333		-		-
Solde au 31 décembre 2013	277 002 259	56 197	98 676	(10 004)	(1 985 255)	(26 391)	1	(1 866 777)	60	(1 866 717)
Résultat global total de la période					51 223			51 223	7	51 230
Autres éléments du résultat global, net de taxe						8 361	8	8 369		8 369
Résultat global total de la période, net de taxe					51 223	8 361	8	59 592	7	59 599
Augmentation de capital, nette de frais après impôt	880 742 416	176 148	264 223		(12 192)			428 179		428 179
Rémunération en actions					3 040			3 040	-	3 040
Actions de l'entreprise consolidante, nettes de l'effet d'impôt	693 651			874				874	-	874
Reclassement réserves (écarts actuariels)					-	-		-		-
Solde au 30 septembre 2014	1 158 438 326	232 345	362 899	(9 130)	(1 943 184)	(18 030)	8	(1 375 092)	67	(1 375 025)

2.5 - Etat des flux de trésorerie

(Montants en milliers d'euros)	Notes	Période close le 30 septembre 2014	Période close le 30 septembre 2013	3ème trimestre 2014	3ème trimestre 2013
Résultat attribuable aux actionnaires de Solocal Group		51 223	106 592	10 368	35 985
Amortissements et pertes de valeur sur immobilisations et écarts d'acquisition	11 & 13	38 709	30 016	11 918	9 985
Variation des provisions	21	22 703	6 141	19 338	2 409
Rémunération en actions		3 040	1 770	1 226	481
Moins-values (plus-values) sur cessions d'actifs		348	111	-	(5)
Produits et charges d'intérêts	4	65 928	75 161	15 007	21 351
Instruments de couverture	4	10 502	25 801	3 623	12 802
Ecart de change non réalisé		-	-	-	-
Charge d'impôt de l'exercice	5	48 046	75 258	13 939	27 867
Quote-part de résultat des entreprises associées		(333)	(286)	(524)	(399)
Participation ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)		7	53	9	49
Diminution (augmentation) des stocks		598	635	488	334
Diminution (augmentation) des créances clients		103 821	136 872	32 952	58 239
Diminution (augmentation) des autres créances		(1 802)	(8 075)	4 492	1 479
Augmentation (diminution) des dettes fournisseurs		(2 417)	(2 325)	(9 171)	(5 649)
Augmentation (diminution) des autres dettes		(136 813)	(131 620)	(78 277)	(84 289)
Variation du besoin en fonds de roulement		(36 613)	(4 512)	(49 516)	(29 885)
Dividendes et produits d'intérêts encaissés		443	1 042	130	409
Intérêts décaissés et effet taux des dérivés nets		(56 679)	(94 348)	(18 874)	(22 953)
Impôt sur les sociétés décaissé		(60 039)	(71 387)	(15 210)	(23 125)
Flux nets de trésorerie générés par l'activité		87 285	151 413	(8 567)	34 971
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	12 & 13	(51 039)	(35 600)	(15 580)	(14 048)
Acquisitions / cessions de titres de participation, nettes de la trésorerie acquise / cédée et autres variations d'actif / passif		(14 509)	(3 378)	(341)	(1 552)
Flux nets de trésorerie affectés aux opérations d'investissement		(65 548)	(38 978)	(15 921)	(15 600)
Augmentation (diminution) des emprunts	26	(494 064)	(99 367)	(4 620)	(20 514)
Augmentation de capital nette de frais	8	422 658	-	(225)	-
Autres flux liés aux opérations de financement dont actions propres	8	(185)	(244)	(95)	(47)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement		(71 591)	(99 611)	(4 940)	(20 561)
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie	3	(0)	(0)	1	1
Variation nette de trésorerie et équivalents de trésorerie		(49 850)	12 824	(29 427)	(1 189)
Trésorerie nette et équivalents de trésorerie à l'ouverture		73 079	91 872	52 655	105 885
Trésorerie nette et équivalents de trésorerie à la clôture	7	23 229	104 696	23 229	104 696

2.6 – Notes aux comptes consolidés condensés

Note 1 - Description de l'activité

Solocal Group offre depuis plus de soixante ans une gamme diversifiée de produits et de services à destination du grand public et des professionnels avec comme cœur de métier la mise à disposition d'information locale au travers de l'édition de services en ligne et d'annuaires imprimés, ainsi que la publication de contenus éditoriaux facilitant la recherche et le choix des utilisateurs. Les principales activités du Groupe sont décrites en note 3.

L'exercice comptable des sociétés du Groupe Solocal s'étend du 1^{er} janvier au 31 décembre. La devise de présentation des comptes consolidés et de leurs annexes est l'euro.

Solocal Group est une société anonyme cotée sur Euronext Paris (PAJ).

Ces informations ont été arrêtées par le Conseil d'administration de Solocal Group du 5 novembre 2014.

Note 2 – Contexte de la publication et base de préparation des comptes consolidés condensés

Les états financiers consolidés de Solocal Group, établis pour la période de neuf mois close au 30 septembre 2014, ont été préparés en conformité avec les dispositions de la norme IAS 34 – Information financière intermédiaire. S'agissant de comptes résumés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS et doivent être lus en relation avec les états financiers consolidés annuels du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2013 disponibles sur le site Internet du Groupe (<http://www.solocalgroup.com/finances>), sous réserve des particularités propres à l'établissement des comptes intermédiaires décrites ci-après.

Les principes comptables retenus sont cohérents avec ceux utilisés dans la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2013, à l'exception de nouvelles normes, amendements et interprétations d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2014, sans impact significatif :

- IAS 27 revised: Separate Financial Statements
- IAS 28 revised: Investments in associates and joint ventures
- IFRS 10: Consolidated Financial Statements
- IFRS 11: Joint arrangements
- IFRS 12: Disclosures of Interests in other entities
- Amendment IAS 32: Offsetting Financial Assets and Financial Liabilities
- Amendments to IFRS 10,11,12 - Transition guidance
- Amendments to IFRS 10, IFRS 12 and IAS 27: Investment Entities
- Amendments to IAS 36: Recoverable Amount Disclosures for Non Financial Assets
- Amendments to IAS 39: Novation of Derivatives and Continuation of Hedge Accounting
- IFRIC 21: Levies

Aucune de ces nouvelles normes et interprétations n'a eu d'effet significatif sur les comptes consolidés au 30 septembre 2014.

Ces principes ne diffèrent par ailleurs pas des normes IFRS telles que publiées par l'IASB, dans la mesure où serait sans incidence significative, l'application des amendements et interprétations, dont la mise en œuvre est obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014 dans le référentiel tel que publié par l'IASB, mais ne l'est pas encore dans le référentiel tel qu'endossé par l'Union européenne.

Le Groupe n'applique pas les textes suivants, qui n'ont pas été adoptés par l'Union Européenne au 30 septembre 2014 :

- IFRS 14 Regulatory Deferral Accounts (applicable au 1^{er} janvier 2016)
- IFRS 15 Revenue from Contracts with Customers (applicable au 1^{er} janvier 2016)
- IFRS 9 Financial Instruments
- IFRS 9 Hedge Accounting and amendments to IFRS 9, IFRS 7 and IAS 39
- IAS 19 Defined Benefit Plans: Employee Contributions
- Improvements to IFRSs 2010-2012 Cycle
- Improvements to IFRSs 2011-2013 Cycle
- IFRS 11 Accounting for Acquisitions of Interests in Joint Operations (applicable au 1^{er} janvier 2016)
- IAS 16 et IAS 38 Clarification of Acceptable Methods of Depreciation and Amortisation (applicable au 1^{er} janvier 2016)
- IAS 27 Equity Method in Separate Financial Statements (applicable au 1^{er} janvier 2016)
- IFRS 10 and IAS 28 Sale or Contribution of Assets between an Investor and its Associate or Joint Venture (applicable au 1^{er} janvier 2016)
- Improvements to IFRSs 2012-2014 Cycle (applicable au 1^{er} janvier 2016)

Le Groupe est néanmoins en cours d'analyse sur les conséquences pratiques de ces nouveaux textes et des effets de leur application dans ses comptes futurs. A ce stade de l'analyse, les impacts attendus sur les comptes consolidés ne sont pas significatifs.

L'ensemble des normes et interprétations adoptées par l'Union européenne au 30 septembre 2014 sont disponibles sur le site de la Commission européenne à l'adresse suivante :

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm

Pour préparer les états financiers, la Direction du Groupe doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent les montants présentés au titre des éléments d'actif et de passif, les passifs éventuels à la date d'établissement des états financiers et les montants présentés au titre des produits et des charges de l'exercice. La Direction évalue ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations de la valeur comptable des éléments d'actif et de passif. Sont notamment concernés les écarts d'acquisition, les coûts d'acquisition de contrats, la rémunération en actions, les coûts de restructuration et l'évaluation des passifs liés aux retraites. Les résultats réels pourraient différer sensiblement de ces estimations en fonction de conditions de réalisation différentes. Enfin, en l'absence de normes ou interprétations applicables à une transaction spécifique, la direction du Groupe fait usage de jugement pour définir et appliquer les méthodes comptables qui permettront d'obtenir des informations pertinentes et fiables, de sorte que les états financiers :

- présentent une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie du Groupe,
- traduisent la réalité économique des transactions,
- soient neutres,
- soient prudents,
- et soient complets dans tous leurs aspects significatifs.

Saisonnalité

Même si les activités du Groupe ne sont pas soumises à des effets de saisonnalité à proprement parler, il convient de noter que, par souci d'optimisation des coûts, les dates de parution des annuaires imprimés (déterminant la reconnaissance des produits et des coûts afférents) peuvent varier d'un trimestre à l'autre, chaque annuaire imprimé ne paraissant qu'une seule fois par an.

Tests de dépréciation au 30 septembre 2014

Le non respect du plan de redressement de Sotravo combiné à une dégradation des conditions économiques ont entraîné une dépréciation de 3,6 millions d'euros de l'écart d'acquisition.

Autres produits et charges d'exploitation

Au 30 septembre 2014, les Autres produits et charges d'exploitation incluent notamment les pertes de valeur sur écarts d'acquisition pour 3,6 millions d'euros, une provision de 10,4 millions d'euros au titre des frais de remise en état des locaux et des doubles loyers éventuels à venir ainsi que les coûts de restructurations nets engendrés par la réorganisation commerciale et marketing de PagesJaunes pour 23,6 millions d'euros.

Note 3 - Information sectorielle

Solocal Group propose des contenus digitaux, des solutions publicitaires et des services transactionnels qui favorisent la mise en relation locale entre les professionnels et les consommateurs. Au travers de ses filiales, Solocal Group exerce 3 métiers complémentaires : éditeur de contenus et services, média, et régie publicitaire. Son offre est constituée d'une gamme diversifiée de produits et de services associée à ces activités, à destination du grand public et des professionnels.

Le modèle économique du Groupe repose sur celui des medias : proposer des contenus de qualité générant de l'audience, savoir monétiser cette audience, globale ou par segments, auprès des professionnels. Les marques du Groupe bénéficient d'une très forte notoriété et de la confiance des utilisateurs. La crédibilité de nos services, construite année après année, est le socle de la puissance de nos audiences.

Le Groupe s'est réorganisé depuis le début de l'année 2014 autour de 5 verticales « marchés » (Commerce, B2B, Habitat, Services, Santé et Public) + 1 business unit regroupant les grands comptes, qui doivent lui permettre d'améliorer l'expérience clients, et de répondre au mieux à leurs attentes, notamment avec le développement et la commercialisation de services et produits adaptés.

Les activités du Groupe se décomposent en trois segments produit:

- Internet :

Il s'agit des activités exercées au travers d'Internet, dont les produits principaux sont la création et la commercialisation de contenus et d'espaces publicitaires, le référencement, la publicité ciblée et la mise à disposition d'espaces publicitaires aux annonceurs locaux et nationaux (activité souvent appelée « display »), ainsi que toute une gamme de services et produits permettant la mise à disposition et la diffusion d'information à contenu local. L'activité Internet du Groupe est principalement réalisée en France, mais aussi en Espagne (ODQ Media). Solocal Group développe ses services sur tous les supports mobiles (notamment via des applications pour iPhone, iPad et Android), répondant ainsi au besoin grandissant de disponibilité et de proximité des informations.

Dans ce segment sont regroupées les activités de « pagesjaunes.fr » et « pagespro.com », la création et commercialisation de contenus et espaces publicitaires de type « search » et « display », notamment au travers de la régie publicitaire Internet Horyzon Média, ainsi que les petites annonces en ligne « annoncesjaunes.fr » et « avendrealouer.fr ». Display, clics, création et hébergement de site, vidéo, référencement sur pagesjaunes.fr, les partenaires affiliés et les moteurs de recherche - « SEO » (référencement naturel) ou « SEM » (référencement payant)...

Ce segment inclut les services d'itinéraires, de géo-localisation et de réservations en ligne des marques Mappy, et les offres promotionnelles « couponing » avec 123deal, et la promotion digitale.

La recherche de personnes et de profils en ligne avec 123people (jusqu'en mars 2014), la

demande de devis en ligne et la mise en relation des acteurs de l'industrie du BTP avec Sotravo, la prise de rendez-vous en ligne s'appuyant sur la technologie développée par ClicRDV, le site de contenu thématique ComprendreChoisir.com édité par Fine Media, la commande en ligne de plats cuisinés sur Chronorestro.fr auprès des restaurants de proximité référencés et les offres de marketing direct reposant sur l'envoi de courriers électroniques (« emailing ») sont également intégrés dans ce segment.

- **Annuaire imprimés :**

Il s'agit de l'activité historique du Groupe, relative à l'édition, la distribution et la vente d'espaces publicitaires dans les annuaires imprimés (PagesJaunes, *l'Annuaire*).

- **Autres activités :**

Il s'agit d'une part d'activités spécifiques de Solocal Group : services de renseignements par téléphone et par SMS (118 008), et l'annuaire inversé QuiDonc. Ce segment inclut également certaines activités de PJMS : télémarketing, datamining (traitement de bases de données), génération de fichiers, traitements de prospects et activités de marketing direct traditionnel (saisie et affranchissements).

Le tableau ci-après présente la répartition des principaux agrégats en fonction des secteurs d'activité :

<i>(Montants en milliers d'euros)</i>	Période close le 30 septembre 2014	Période close le 30 septembre 2013	3ème trimestre 2014	3ème trimestre 2013
Chiffre d'affaires	700 062	749 402	229 286	249 069
- Internet	467 738	470 950	152 456	154 911
- Annuaires imprimés	218 885	262 218	72 520	88 673
- Autres activités	13 439	16 234	4 310	5 485
Marge brute opérationnelle	264 652	328 783	82 430	113 292
- Internet	168 979	202 455	52 144	69 778
- Annuaires imprimés	92 622	121 393	29 321	41 629
- Autres activités	3 051	4 935	965	1 885

Note 4 - Résultat financier

Le résultat financier se décompose de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	Période close le 30 septembre 2014	Période close le 30 septembre 2013	3ème trimestre 2014	3ème trimestre 2013
Intérêts et assimilés sur actifs financiers	258	275	98	34
Résultat de cession d'actifs financiers	185	683	32	290
Variation de la juste valeur des instruments de couverture	601	1 479	330	(57)
Dividendes reçus	-	85	-	85
Produits financiers	1 044	2 522	460	352
Intérêts sur dettes financières	(54 468)	(66 080)	(13 066)	(17 638)
Produits / (charges) sur instruments de couverture	(10 502)	(25 801)	(3 623)	(12 802)
Amortissement des frais d'émission d'emprunts	(11 297)	(9 130)	(1 776)	(3 109)
Variation de la juste valeur des actifs et passifs financiers	476	-	-	-
Autres frais & honoraires financiers	(252)	(608)	(149)	(335)
Coût de désactualisation (1)	(1 431)	(1 865)	(476)	(621)
Charges financières	(77 474)	(103 484)	(19 090)	(34 505)
Résultat financier	(76 430)	(100 962)	(18 630)	(34 153)

(1) Le coût de désactualisation correspond, à l'accroissement, au cours de l'exercice, de la valeur actuelle des engagements de retraite.

Note 5 - Impôt sur les sociétés

5.1 - Preuve d'impôt groupe

L'impôt sur les sociétés résulte de l'application du taux effectif de la période au résultat avant impôt.

Le rapprochement entre l'impôt théorique calculé sur la base du taux légal d'imposition en France et l'impôt effectif est le suivant :

(en milliers d'euros)	Période close le 30 septembre 2014	Période close le 30 septembre 2013	3ème trimestre 2014	3ème trimestre 2013
Résultat net des activités poursuivies avant impôt	99 276	181 903	24 316	63 901
Quote-part de résultat des entreprises associées	333	286	524	399
Résultat net des activités poursuivies hors Q-P des entreprises associées avant impôt	98 944	181 617	23 792	63 502
Taux légal d'imposition en France	34,43%	34,43%	34,43%	34,43%
Impôt théorique	(34 070)	(62 537)	(8 192)	(21 866)
Sociétés en pertes non intégrées fiscalement	(1 717)	(479)	(746)	(237)
Rémunération en actions	(1 047)	(609)	(422)	(166)
Filiales étrangères	211	19	27	7
Pertes de valeur des écarts d'acq. et var. compt prix	(1 242)	-	436	-
Amortissements non déductibles	(597)	-	-	-
Cotisation à la Valeur Ajoutée des Entreprises (après IS)	(5 491)	(6 171)	(1 684)	(2 087)
Plafonnement de déductibilité des intérêts financiers	(5 560)	(4 775)	(1 414)	(2 300)
Régularisation IS sur exercices antérieurs	4 497	1 535	(13)	12
Taxe additionnelle de 10,7% (5% au 30 septembre 2013)	(3 529)	(2 974)	(849)	(1 046)
Autres produits non taxables et charges non déductibles	498	734	(485)	(185)
Impôt effectif	(48 046)	(75 258)	(13 939)	(27 867)
<i>dont impôt courant</i>	<i>(45 271)</i>	<i>(81 520)</i>	<i>(21 654)</i>	<i>(31 096)</i>
<i>dont impôt différé</i>	<i>(2 775)</i>	<i>6 262</i>	<i>7 715</i>	<i>3 229</i>
Taux d'imposition effectif	48,6%	41,4%	58,6%	43,9%

5.2 - Impôt au bilan

La position bilancielle nette est détaillée comme suit :

(en milliers d'euros)	Période close le 30 septembre 2014	Période close le 31 décembre 2013	Période close le 30 septembre 2013
Indemnités de départ en retraite	24 820	26 373	27 975
Participation des salariés	3 182	4 697	4 430
Provisions non déductibles	13 659	8 526	4 573
Instruments de couverture	2 959	5 730	9 069
Reports déficitaires	-	-	990
Autres différences	1 024	1 043	1 076
Sous-total impôts différés actifs	45 644	46 369	48 113
Cotisation sur valeur ajoutée des entreprises	(22)	(40)	(52)
Frais d'émission d'emprunts	(9 570)	(9 859)	(10 648)
Marque 123people	-	-	(1 132)
Amortissements à caractère fiscal	(14 793)	(16 213)	(14 258)
Sous-total impôts différés passifs	(24 385)	(26 112)	(26 090)
Total impôts différés actifs / (passifs), nets	21 259	20 257	22 023
<i>Impôts différés à l'actif</i>	<i>21 259</i>	<i>20 257</i>	<i>22 688</i>
<i>Impôts différés au passif</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>(665)</i>

Aucun impôt différé actif relatif aux déficits reportables de QDQ Media n'a été comptabilisé au bilan, cette société ayant enregistré un résultat net déficitaire au 30 septembre 2014. Le montant de l'impôt différé non reconnu est estimé à 65,3 millions d'euros.

Les impôts différés actifs au bilan passent de 20,3 millions d'euros au 31 décembre 2013 à 21,3 millions d'euros au 30 septembre 2014.

Au bilan du 30 septembre 2014, l'impôt sur les sociétés représente une créance de 13,0 millions d'euros et une dette d'un montant de 0,3 million d'euros. Au bilan du 30 septembre 2013, l'impôt sur les sociétés représentait une créance de 3,7 million d'euros et une dette d'un montant de 11,0 millions d'euros. L'impôt décaissé au 30 septembre 2014 est de 60,0 millions d'euros contre 71,4 millions d'euros au 30 septembre 2013.

(en milliers d'euros)	Période close le 30 septembre 2014	Période close le 31 décembre 2013	Période close le 30 septembre 2013
Solde en début d'exercice	20 257	25 021	25 021
Variations enregistrées en capitaux propres	3 777	(13 543)	(9 260)
Variations enregistrées en résultat	(2 775)	8 779	6 262
Solde en fin d'exercice	21 259	20 257	22 023

Note 6 - Instruments financiers dérivés

Solocal Group utilise des instruments financiers dérivés dans le cadre de la gestion du risque de taux associé à la dette bancaire à taux variable. Solocal Group a mis en œuvre les procédures et la documentation nécessaires pour justifier la mise en œuvre d'une comptabilisation de couverture au sens de l'IAS 39.

Ces opérations viennent en couverture des flux de trésorerie relatifs à la dette à taux variable (cf.

note 7). Les tests d'efficacité prospectifs mis en œuvre lors de l'initiation des ces opérations ainsi que les tests rétrospectifs réalisés aux 31 décembre 2013 et 30 septembre 2014, ont permis de démontrer que ces instruments financiers offraient une couverture totalement efficace des flux de trésorerie relatifs à cette dette.

Comptabilisation et éléments d'actifs et de passifs relatifs à ces instruments financiers dérivés

La valeur de ces instruments financiers dérivés s'établit comme suit :

<i>en milliers d'euros</i>	Période close le 30 septembre 2014	Période close le 31 décembre 2013	Période close le 30 septembre 2013
Swaps de taux d'intérêts – couverture de flux de trésorerie	(11 203)	(17 892)	(25 047)
Collar – couverture de juste valeur	(1 699)	(2 300)	(2 490)
Actif / (Passif)	(12 902)	(20 192)	(27 537)
<i>Dont non courant</i>	<i>(12 902)</i>	<i>(20 192)</i>	<i>(22 738)</i>
<i>Dont courant</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>(4 799)</i>

La variation de juste valeur des instruments financiers dérivés (qualifiés de couverture de flux de trésorerie) entre le 31 décembre 2013 et le 30 septembre 2014, soit une diminution de la dette de 6,7 millions d'euros pour les swaps de taux d'intérêts, a été constatée en capitaux propres recyclables, après constatation d'un impôt différé de 2,5 millions d'euros.

La variation du collar (qualifié de couverture de juste valeur) a été constatée en produits financiers (cf. note 4), pour un montant de 0,6 million d'euros. Un impôt différé de 0,2 million d'euros a été constaté à ce titre.

Aucune inefficacité n'a été comptabilisée au titre des couvertures de flux de trésorerie.

Note 7 - Trésorerie et équivalents de trésorerie, endettement financier net

L'endettement financier net correspond au total de l'endettement financier brut, diminué ou augmenté des instruments dérivés actifs et passifs de couverture de flux de trésorerie, et diminué de la trésorerie et équivalents de trésorerie.

<i>(en milliers d'euros)</i>	Période close le 30 septembre 2014	Période close le 31 décembre 2013	Période close le 30 septembre 2013
Intérêts courus non échus	44	45	15
Equivalents de trésorerie	11 717	54 940	96 850
Trésorerie	12 930	20 584	15 132
Trésorerie brute	24 691	75 569	111 997
Découverts bancaires	(1 461)	(2 490)	(7 301)
Trésorerie nette	23 230	73 079	104 696
Emprunt bancaire	813 854	1 297 476	1 347 107
Emprunt obligataire	350 000	350 000	350 000
Frais d'émission d'emprunts	(27 513)	(25 417)	(28 501)
Dettes de crédit-bail	931	44	54
Juste valeur des instruments de couverture (cf. note 6)	12 902	20 192	27 537
Compléments de prix sur acquisition de titres	1 419	3 301	4 917
Intérêts courus non échus	14 841	6 269	14 861
Autres dettes financières	2 348	789	1 620
Endettement financier brut	1 168 782	1 652 654	1 717 595
<i>dont courant</i>	<i>30 345</i>	<i>136 431</i>	<i>138 432</i>
<i>dont non courant</i>	<i>1 138 437</i>	<i>1 516 223</i>	<i>1 579 163</i>
Endettement net	1 145 552	1 579 575	1 612 899

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Au 30 septembre 2014, les équivalents de trésorerie s'élèvent à 11,7 millions d'euros et sont principalement constitués d'OPCVM et de comptes à terme rémunérés non bloqués.

Ils sont évalués et gérés sur la base de leur juste valeur.

Emprunt bancaire (contrat de crédit syndiqué)

Le contrat de crédit syndiqué a été amendé en juin 2014 et contient les *covenants* financiers suivants :

- le ratio de dette nette consolidée sur un agrégat proche de la MBO consolidée (le « **Ratio de Levier** ») doit être inférieur ou égal à 4,50 du 30 septembre 2014 jusqu'au 31 mars 2015, à 4,25 du 30 juin et 30 septembre 2015 et à 4,00 à chaque date de fin de trimestre civil au-delà sur la durée restante du contrat (MBO et dette nette consolidée tels que définis dans le contrat passé avec les établissements financiers) ;
- le ratio d'un agrégat proche de la MBO consolidée par la charge nette consolidée d'intérêts doit être supérieur ou égal à 3,00 à chaque date de fin de trimestre civil sur la durée restante du contrat sur la durée restante du contrat (MBO et dette nette consolidée tels que définis

- dans le contrat passé avec les établissements financiers) ;
- à compter de l'exercice 2015 et si le Ratio de Levier est supérieur à 3,50, un montant maximal d'investissements de 70 millions d'euros au cours de l'exercice annuel suivant.

Au 30 septembre 2014, ces *covenants* financiers sont respectés et aucune dette non courante n'a lieu d'être reclassée en dette courante. Ces ratios s'établissent respectivement à 3,35 et à 3,74.

Le contrat de crédit syndiqué de la Société comporte en outre des clauses de remboursement anticipé obligatoire dont notamment :

- une clause de remboursement anticipé obligatoire applicable en cas de changement de contrôle de la Société résultant de l'acquisition des actions de la Société ; et
- une clause de remboursement anticipé partiel pour chaque année civile à hauteur d'un pourcentage des flux de trésorerie consolidés du Groupe diminués du service de la dette, ce pourcentage variant en fonction du niveau du Ratio de Levier (67% si le Ratio est supérieur à 3,00, 50% s'il est compris entre 2,50 et 3,00 et 25% s'il est inférieur à 2,50).

Le contrat de crédit syndiqué de la Société comprend également certains engagements (sous réserve de certaines exceptions) de faire ou de ne pas faire applicables à la Société et/ou à ses filiales, dont notamment les engagements suivants :

- obligation de maintenir certaines autorisations ;
- restrictions relatives à l'octroi de sûretés ;
- restrictions relatives à la réalisation de fusions, scissions ou autre restructurations ;
- engagement de ne pas changer la nature générale des activités de la Société et du Groupe par rapport à leur activité à la date de conclusion du contrat de crédit syndiqué ;
- restrictions relatives à l'endettement financier pouvant être encouru par les filiales de la Société ; et
- interdiction pour la Société de réaliser des distributions de dividendes, rachats de ses actions, amortissements et réductions de son capital et autres distributions en numéraire relatives à son capital tant que le Ratio de Levier est supérieur à 3,00.

Le contrat de crédit syndiqué de la Société comprend enfin des clauses de défaut usuelles (notamment en cas de défaut de paiement, de non-respect des *covenants* financiers ou des engagements de la Société (dont les engagements visés ci-dessus), de défaut croisé et d'ouverture d'une procédure de prévention ou de traitement des difficultés des entreprises) permettant aux prêteurs de déclarer la déchéance du terme des crédits qu'ils ont consenti à la Société et d'annuler leurs engagements au titre du contrat de crédit syndiqué de la Société.

L'emprunt obligataire d'un montant de 350 millions d'euros visé ci-dessus a été émis par l'entité PagesJaunes Finance & Co SCA (qui n'est pas une entité affiliée de la Société) et ses produits ont été utilisés par cette dernière pour financer la mise à disposition de la Société d'une Tranche C1 au titre du contrat de crédit syndiqué de la Société.

La clause de remboursement anticipé obligatoire du contrat de crédit syndiqué de la Société en cas de changement de contrôle n'est pas applicable à la Tranche C1. En cas de changement de contrôle de la Société, la Société devra payer à PagesJaunes Finance & Co SCA (qui est le seul prêteur au titre de la Tranche C1) un montant au titre de la Tranche C1 tel qu'il permettra à PagesJaunes Finance & Co SCA de racheter aux obligataires qui le souhaitent leurs obligations au titre de l'emprunt obligataire susvisé.

Par ailleurs, PagesJaunes Finance & Co SCA et la Société ont conclu un accord séparé prévoyant notamment certains engagements (sous réserve de certaines exceptions) de faire ou de ne pas faire applicables à la Société et/ou à ses filiales, dont notamment des engagements relatifs aux mêmes sujets que ceux prévus par le contrat de crédit syndiqué de la Société visés ci-dessus et les engagements suivants :

- restrictions relatives à l'endettement financier pouvant être encouru par la Société et ses filiales ; et
- interdiction de réaliser certains paiements notamment au titre notamment de distributions de dividendes, d'acquisitions et de l'octroi de prêts.

Le taux de référence est Euribor ou Libor augmenté d'une marge.

Suite à l'homologation le 9 mai du plan de Sauvegarde Financière Accélérée proposé par le Groupe et suite à la réalisation de l'augmentation de capital, sont entrées en vigueur le 6 juin 2014 les conditions suivantes du contrat de crédit syndiqué :

- conversion de la tranche A3 en tranche A6 pour 296,0 millions d'euros et en tranche A7 pour 602,1 millions d'euros ;
- conversion de la tranche A5 en tranche A6 pour 104,0 millions d'euros et en tranche A7 pour 211,7 millions d'euros ;
- remboursement de la tranche A6 avec les fonds issus de l'augmentation de capital telle que décrite en note 8 ;
- conditions de la nouvelle tranche A7 totalisant 813,8 millions d'euros : maturité mars 2018 avec une faculté d'extension à mars 2020 (sous condition de refinancement de l'emprunt obligataire de 350 millions d'euros avant mars 2018), remboursable *in fine* sous déduction des remboursements partiels décrits ci-dessus, marge de 400 bps si le Ratio de Levier est supérieur à 3,00 (325 bps si le Ratio est compris entre 2,50 et 3,00 et, 250 bps s'il est inférieur à 2,50) ;
- nouvelles conditions de la ligne de crédit revolving RCF 3 : nominal de 62,6 millions d'euros, amortissable de 4,124% à chaque trimestre à compter du 15 juillet 2014, maturité finale mars 2018 avec une faculté d'extension à mars 2020, même marge que la tranche A7.

Au 30 septembre 2014, la dette bancaire se décompose de la manière suivante :

- Tranche A7 : nominal de 813,8 millions d'euros, marge de 325 bps ;
- Ligne de crédit revolving RCF 3 : nominal de 62,6 millions d'euros, non tirée.

Cette opération a engendré des frais estimés à 13,4 millions d'euros et l'extinction d'une partie de la dette bancaire. Cette dernière a conduit à la constatation d'un amortissement accéléré d'une partie des frais liés la renégociation en 2011 et 2012 de ce financement, pour un montant de 3,8 millions d'euros.

En application d'IAS 39, le refinancement du restant de l'emprunt bancaire n'a pas été qualifié d'extinction de dette. En conséquence, les frais non amortis ont été maintenus au bilan.

Emprunt obligataire

Par ailleurs, Solocal Group dispose, au travers de l'entité PagesJaunes Finance & Co SCA, d'un emprunt obligataire d'un montant de 350 millions d'euros. Cet emprunt est à taux fixe 8,875%, il est remboursable le 1^{er} juin 2018.

Compléments de prix sur acquisition de titres

Dans le cadre des acquisitions réalisées en 2014, des compléments de prix pourraient être versés en 2014 si certaines conditions de performances opérationnelles venaient à être remplies. Au 30 septembre 2014, ils ont été estimés à 1,4 million d'euros.

Autres dettes financières

Les autres dettes financières sont constituées principalement d'un compte courant débiteur avec PagesJaunes Outre-mer, filiale non consolidée détenue à 100% par Solocal Group.

Note 8 - Capitaux propres

Augmentation de capital

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 29 avril 2014 a approuvé deux augmentations de capital :

- une augmentation de capital d'un montant de 361,6 millions d'euros avec maintien du droit préférentiel de souscription (« DPS ») des anciens actionnaires, se traduisant par la création de 723 242 416 actions nouvelles ;
- une augmentation de capital réservée de 78,8 millions d'euros avec suppression du DPS au profit de quatre investisseurs institutionnels (Paulson & Co. Inc., Credit Suisse, Praxient, Amber Capital) qui s'étaient engagés à garantir une partie de l'augmentation de capital avec maintien du DPS ; elle s'est traduite par la création de 157 500 000 actions nouvelles.

Ces deux augmentations de capital ont permis de lever un montant brut total de 440,4 millions d'euros correspondant à l'émission de 880 742 416 actions nouvelles.

Les prix de souscription de l'augmentation de capital avec maintien du DPS et de l'augmentation de capital réservée ont été identiques à savoir 0,50 euro par action.

Le règlement-livraison des actions nouvelles et leur admission aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris sont intervenus le 6 juin 2014.

Le capital social de Solocal Group est désormais composé de 1 161 727 170 actions de 0,20 euro de valeur nominale chacune, soit un montant total de 232 345 434 euros (actions auto détenues non déduites).

Les fonds levés ont eu pour objet de procéder au remboursement partiel anticipé au pair de la dette bancaire de la Société pour un montant de 400 millions d'euros (cf. note 7), permettant à la Société d'accélérer son programme de transformation « Digital 2015 » et la croissance de ses activités Internet.

Cette opération a engendré des frais estimés à 19,7 millions d'euros (12,2 millions d'euros après impôt), ils ont été constatés en capitaux propres, nets de l'effet d'impôt.

Ces augmentations de capital ont fait l'objet d'un prospectus qui a reçu de l'Autorité des marchés financiers (« AMF ») le visa n°14-195 en date du 13 mai 2014. Il est composé du document de référence de Solocal Group, déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 15 avril 2014 sous le numéro D.14-0366, d'une note d'opération, et du résumé du prospectus (inclus dans la note d'opération).

Actions auto détenues

Au travers du contrat de liquidité, la Société détenait 1 768 658 de ses propres actions au 30 septembre 2014 (1 982 495 au 31 décembre 2013), comptabilisées en diminution des capitaux propres.

Par ailleurs, Solocal Group a racheté en 2011, 2 000 000 d'actions propres hors contrat de liquidité pour un montant total de 6,0 millions d'euros comptabilisées en diminution des capitaux propres. En avril 2014, l'acquisition définitive de 479 814 actions distribuées au titre du plan d'actions gratuites 2011 ont été prélevées sur ce stock. Au 30 septembre 2014, Solocal Group détenait 1 520 186 actions propres en direct.

Ainsi, au 30 septembre 2014, Solocal Group détenait un total de 3 288 844 de ses propres actions.

Note 9 – Evolution du périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation n'a pas évolué de manière significative au cours des 9 premiers mois 2014.

Note 10 - Information sur les parties liées

Il n'y a pas eu de nouvelles transactions ni d'évolution significatives sur les parties liées au cours des 9 premiers mois 2014.

Note 11 – Engagements hors bilan

En mai 2014, Solocal Group a souscrit deux contrats de bail commercial en l'état futur d'achèvement signés auprès de deux investisseurs distincts, des locaux situés dans les tours d'un ensemble immobilier en cours de réhabilitation dénommé Citylights, situé à Boulogne Billancourt.

Les deux baux en l'état futur d'achèvement ont irrévocablement été signés le 26 mai 2014 pour une durée ferme de 10 ans, Solocal Group ayant renoncé à sa faculté de résiliation triennale jusqu'à l'issue de la durée ferme des deux baux. La prise d'effet de ces deux contrats est reportée à la date d'achèvement des locaux loués prévue pour intervenir le 30 septembre 2015, augmentée d'une période de mise à disposition à titre gratuit des locaux au profit de Solocal Group d'une durée maximum de 6 mois. La date prévisionnelle de prise d'effet des deux baux est dès lors fixée au 1^{er} avril 2016, pour une date d'expiration de chacun des deux baux fixée au 31 mars 2026.

Les locaux pris à bail représentent une surface de 32.600 m², pour un engagement total au titre de ces deux contrats de 115 millions d'euros (hors charges et indexation des loyers).

Deux garanties bancaires autonomes à première demande d'un montant représentant chacune 12 mois de loyer TTC ont, par ailleurs, été émises au profit des bailleurs afin de prémunir ces derniers d'un éventuel défaut de présentation de Solocal Group à la date de prise d'effet du bail. Ces garanties ont été consenties pour une période venant à expiration le 31 octobre 2016 et ont donné lieu au versement d'un cash collatéral de 6 millions d'euros en mai 2014.

Il n'y a pas eu d'autres nouveaux engagements significatifs au cours des 9 premiers mois 2014.

Note 12 – Litiges – évolutions significatives depuis le 31 décembre 2013

Le 21 septembre 2011, la CNIL a prononcé un avertissement public à l'encontre de PagesJaunes pour avoir notamment « crawlé », les données de personnes sur six réseaux sociaux et avoir donné accès à ces données sur l'annuaire PagesBlanches sans en avoir au préalable informé les personnes. PagesJaunes a contesté les moyens retenus par la CNIL devant le Conseil d'Etat, qui dans sa décision du 12 mars 2014, n'a retenu aucun des moyens soulevés et rejeté en conséquence le recours de PagesJaunes sans pour autant prononcer de sanction pécuniaire.

Tous les recours judiciaires sont désormais éteints. PagesJaunes qui avait arrêté le traitement sanctionné devra rester vigilant dans la mise en œuvre de ses futurs traitements en particulier concernant les griefs qui lui ont été reprochés lors de la sanction à savoir absence d'information et de consentement des personnes lors de la collecte de données personnelles.

La Cour administrative d'Appel de Versailles, dans un arrêt du 22 octobre 2014, a annulé la décision de l'administration du Travail validant l'accord majoritaire conclu le 20 novembre 2013 sur le Plan de Sauvegarde pour l'Emploi (PSE) mis en place par PagesJaunes. Cette décision de la Cour

administrative d'Appel de Versailles porte uniquement sur la conformité de la signature de l'un des représentants des Organisations syndicales. Le bien-fondé et la qualité de l'accord en lui-même ne sont donc aucunement remis en cause.

Cette décision intervient après qu'un salarié ait fait appel - à titre personnel - de la décision du Tribunal administratif de Cergy-Pontoise du 21 mai 2014 qui avait rejeté son recours en annulation de cet accord.

Elle ne remet pas en cause l'ensemble des dispositions et des avancées obtenues dans le cadre du dialogue social constructif mené avec les organisations représentatives, et qui ont donné lieu à la mise en place d'une nouvelle organisation de l'entreprise nécessaire pour son avenir.

PagesJaunes poursuit donc le déploiement de son programme de transformation Digital 2015, nécessaire à sa croissance et à son avenir.

Aussi, PagesJaunes étudie tous les recours envisageables auprès du Conseil d'Etat. L'entreprise poursuit l'instruction du dossier de concert avec ses conseils et adaptera ses provisions si nécessaire.

Note 13 - Evènements postérieurs à l'arrêté du 30 septembre 2014

A la date de rédaction du présent rapport, mis à part la décision de la Cour administrative d'Appel de Versailles telle que décrite en note 12, aucun autre évènement significatif n'a été constaté postérieurement à l'arrêté du 30 septembre 2014.